

*Androche.*—Va-t-on leur faire leur procès et les pendre ?

*Bonsens.*—Mes amis, il serait bon je pense, de leur faire leur procès, mais à la manière dont un peuple libre et intelligent sait faire ces choses-là. Les électeurs de chaque paroisse, de chaque comté devraient se réunir, inviter des hommes instruits à venir discuter avec les représentants la conduite qu'ils ont tenue au sujet de cette confédération et décider si le peuple en veut, oui ou non, et enfin, si l'on n'approuve pas cette mesure prier les députés qui l'ont demandée de rester chez eux. Tenez, mes amis, aux Etats-Unis où le peuple prend fort à cœur ce que ses représentants font en son nom, où tout le monde s'informe, lit, écoute, il n'est pas d'exemple qu'un représentant élu par un parti sur une question d'intérêt général ait passé dans le camp ennemi. Pourquoi nos hommes changent-ils sans façon, sans honte de politique, pour l'appât d'une place d'un contrat avantageux pour eux-mêmes ou pour des parents ? C'est parce que l'on n'a pas fait le procès populaire de ceux qui ont commencé ce méprisable jeu-là. Aussi les emplois publics sont-ils remplis d'anciens représentants traités à leurs amis, servant ainsi d'appât aux autres, tandis que ceux qui sont demeurés fidèles ont été accablés de déboires et n'ont pas long-tems conservé leur mandat.

*Flagellant.*—Mais enfin, monsieur Bonsens, vous ne nous dites pas si vous êtes pour ou contre la confédération. Vous parlez bien de la manière dont on l'a approuvée, mais vous ne nous dites rien de ce qu'elle a selon vous de reprehensible ou de dangereux.

*Bonsens.*—D'abord le mot confédération veut dire l'union de plusieurs et cela suppose une union ou un accord volontaire fait du consentement de toutes les parties après en avoir bien pesé toutes les conditions. Or le projet de confédération a été discuté, préparé, adopté en secret par des gens qui n'avaient pas été nommés pour cela et dont la plupart au contraire avaient toujours été élus spécialement pour empêcher cette chose-là. Vous vous souvenez que toutes les élections se sont faites dans le Bas-Canada sur la promesse d'empêcher de changer la proportion des représentants entre les deux Canadas. Or la confédération donne au Haut-Canada un

plus grand nombre de représentants qu'à nous. Les gazettes et les députés du parti du gouvernement cherchent à tourner les raisonnements de manière à vous faire croire qu'il n'en est pas ainsi, mais offrez aux gens du Haut-Canada d'accepter la confédération si on nous donne un nombre de représentants égal au leur et vous verriez bientôt qu'ils n'en voudraient plus.

*Pétrus.*—Alors c'est bien clair que la confédération est tout simplement un tour pour nous mettre dans la minorité et nous mener au bout du bâton.

*Flagellant.*—On ne peut pas se cacher qu'il y a bien là-dessous quelque chose de fort suspect. Mais, voyez-vous, monsieur Bonsens, nous sommes en minorité et il faut bien souffrir ce qu'on ne peut pas empêcher. Nos ministres ont vu cela et ils ont pensé qu'il valait mieux nous courber à tems que d'être écrasés.

*Jérémie.*—Je ne comprends guère tout ça, mais monsieur Flagellant pourrait bien avoir raison. Il vaut quelquefois mieux céder de bonne grâce que par la force.

*Androche.*—Oui si l'on ne pouvait pas faire autrement. Mais ne pouvait-on pas faire autrement, dites-nous donc ça père Bonsens.

*Bonsens.*—Il est certaines choses qu'il n'est peut-être pas bon de dire tout haut, mais comme nous sommes entre nous, et que vous n'irez pas répéter ce que je vous dis à tout le monde, je vais vous parler sans cachette. Vous savez que quand on n'est pas le plus fort, il est bon de tâcher d'être le plus fin, sans pourtant être malhonnête. Dans tous les cas quand on croit avoir le bon droit de son côté, on ne court pas grand risque à se montrer le plus ferme. Or nous sommes, il est vrai, en moins grand nombre que ceux qui, venus après nous sur ce continent voudraient nous faire la loi. Mais nous occupons une position bien avantageuse dont, si nous avions été un peu plus fins, nous aurions pu tirer un bon parti. Nous possédons la terre des deux côtés du Saint-Laurent, et nous séparons de la mer les gens du Haut-Canada qui veulent prendre la haute main dans nos affaires. Nous avons pour voisins des gens qui aimeraient beaucoup à vivre en bonne intelligence avec nous, et qui ne nous laisseraient pas maltraiter si nous avions l'air de sympathiser avec